



« Créer des liens pour comprendre
et agir sur notre monde »

Document d'accompagnement

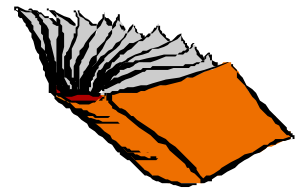
« Femmes, mondialisation et pauvreté :
Éducation et perspectives d'actions »

**Centre de documentation
sur l'éducation des adultes et la
condition féminine**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
PARTIE 1 : CONSTATER LA SITUATION	7
1.1 LE PHÉNOMÈNE DE LA MONDIALISATION	7
1.2 EST-CE PAREIL POUR LES HOMMES ET POUR LES FEMMES?	11
1.3 ET AU QUÉBEC, LA PAUVRETÉ A-T-ELLE UN SEXE?	18
1.4 DES CONDITIONS AGGRAVANTES DE LA PAUVRETÉ DES FEMMES.....	23
PARTIE 2 : RÉFLÉCHIR POUR AGIR	32
2.1 LE MOUVEMENT DES FEMMES COMME SOURCE DE CHANGEMENTS MAJEURS	33
2.2 ET L'ÉDUCATION?	38
2.3 REVOIR LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE ...	45
2.4 D'AUTRES SOLUTIONS À ENVISAGER	49
CONCLUSION	53

INTRODUCTION



Un cadeau, juste pour vous...

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) s'est donné pour mandat de vous faire connaître les livres de façon originale. *Femmes, mondialisation et pauvreté : éducation et perspectives d'actions* constitue le matériel de base pour l'animation des journées de réflexion du CDEACF.

Le CDEACF a produit ce document d'accompagnement dans le but de présenter des livres ayant pour thématiques communes les femmes, la mondialisation et la pauvreté. En fait, le document n'est pas un résumé de livres, mais bien un essai qui s'en inspire et en tire de nombreuses citations. Notre objectif premier est d'établir un fil conducteur qui vous donnera, nous l'espérons, le goût de lire l'un ou l'autre des livres dont il sera question. Après tout, n'est-ce pas là une des missions fondamentales d'un centre de documentation que de rendre accessibles les ouvrages qu'il diffuse?

Bonne lecture!

Mais de quoi parlons-nous?

Le document est divisé en deux parties. Dans la première, nous exposons la situation actuelle des femmes : un processus de mondialisation qui se fait trop souvent sur leur dos. Nous examinons ensuite comment la mondialisation touche différemment les hommes et les femmes. Puis, nous regardons comment cela nous touche ici, au Québec. Pourquoi, encore aujourd'hui, la pauvreté concerne davantage les femmes que les hommes? Quels sont les facteurs qui aggravent particulièrement la situation des femmes?



Par ailleurs, un centre de documentation en éducation des adultes se doit de faire de la vulgarisation pour favoriser le progrès social. En effet, comme intervenantes et intervenants, comment rendre l'éducation populaire utile à l'avancement de la cause des femmes? Comment mieux tenir compte de ces réalités dans nos pratiques quotidiennes? Voilà quelques interrogations auxquelles nous tenterons de répondre dans la deuxième partie.

Sans aucun doute, il est intéressant de constater, d'observer, d'analyser, mais il faut également pouvoir agir dans nos milieux. La deuxième partie porte donc sur les actions et les propositions possibles, avec en points d'appui, les revendications internationales ou québécoises de la Marche mondiale des femmes.

Nous parlerons beaucoup des femmes, mais est-ce que les hommes sont moins concernés pour autant? Non, au contraire. Beaucoup de questions cruciales soulevées par les livres choisis impliquent les hommes dans leur façon d'être et dans leur façon de construire leurs relations avec les femmes.

En effet, parler de la pauvreté des femmes, c'est aussi revoir et questionner l'emploi, la maternité, le travail domestique et familial. Tous ces sujets seront explorés dans une perspective de réflexion et de solutions possibles. Partons donc à l'aventure d'un monde nouveau à construire, sur une base d'équité et de justice entre les hommes et les femmes !

Ce document présente un condensé d'auteurs-es (principalement de femmes) qui ont réfléchi et rédigé des livres pour nous permettre de voir plus loin. Nous les en remercions et vous invitons à les lire. Voici une brève présentation des ouvrages que nous avons sélectionnés pour vous.



DES LIVRES

1. Un incontournable pour qui veut comprendre mieux le processus de mondialisation du point de vue des femmes : « La femme mondialisée » de Christa Wichterich. Ce document, publié en 1999 aux éditions Actes Sud fourmille d'exemples concrets qui démontrent en quoi les femmes sont marquées de façon distincte par la mondialisation.
2. Par ailleurs, le numéro 44 de «Manière de Voir », la revue du Monde diplomatique, publiée, en avril 1999, un dossier au titre évocateur «Femmes, le mauvais genre? », qui fait un survol des différentes problématiques qui touchent les femmes en cette époque de néolibéralisme florissant.
3. Nous avons complété cette tournée mondiale avec la trilogie de Manuel Castells publiée en 1999 chez Fayard, «L'ère de l'information » Notre attention s'est portée sur le deuxième tome, «Le pouvoir de l'identité » où la question du mouvement des femmes est plus développée. Castells croit que le féminisme est l'un des mouvements sociaux qui transformera le plus en profondeur notre société.
4. Du côté du Québec, un tout petit livre a retenu notre attention par sa limpidité : «Femmes et pauvreté » de Monique Dumais, publié à Médiaspaul en 1998. Cet ouvrage donne un portrait juste et sans complaisance de la situation des femmes au Québec.
5. Pour explorer la question de l'éducation, nous avons utilisé le livre «Femmes, éducation et transformations sociales » produit en 1997 par un collectif et publié par les Éditions du remue-ménage. .

Pour alimenter nos réflexions sur la place des femmes dans le développement local, nous nous sommes inspirés d'un livre très intéressant qui a été publié il y a déjà quelques années (1995), mais dont l'actualité demeure. Il s'agit de « Du local au planétaire : réflexions et pratiques de femmes en développement régional », sous la direction de Denyse Côté, Monique La Rivière, Nicole Thivierge et Marielle Tremblay aux Éditions du remu-ménage.

Notre réflexion aurait été incomplète sans une petite brochure publiée par le Conseil du statut de la femme en 1998, «Marcher sur des œufs », qui est le compte-rendu d'un colloque qui a soulevé les principaux enjeux actuels du mouvement des femmes.

Et, bien entendu, nous avons également utilisé les documents publiés par la Fédération des femmes du Québec, organisme porteur de la Marche mondiale des femmes, en ce qui concerne particulièrement les revendications et les actions à mettre en place. Deux documents, nous ont servis de base soit Le cahier des revendications mondiales (juillet 1999) et Le Cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises (janvier 2000).

*Enfin, nous avons probablement omis des livres qui auraient été pertinents? À vous de nous les faire connaître ! On trouve les références exactes de tous ces documents dans la brochure intitulée : **Bibliographie sélective, « femmes et éducation »***

PARTIE 1 : CONSTATER LA SITUATION

Dans cette première partie, nous mettons en relief les causes de la mondialisation. Nous tentons ensuite de voir quels en sont les effets, et comment cette situation touche particulièrement les femmes d'ailleurs et d'ici, au Québec. Nous terminons cette première partie en indiquant d'autres facteurs qui aggravent la situation des femmes et auxquels nous devons particulièrement réfléchir, car cela nous touche tous et toutes dans notre quotidien.

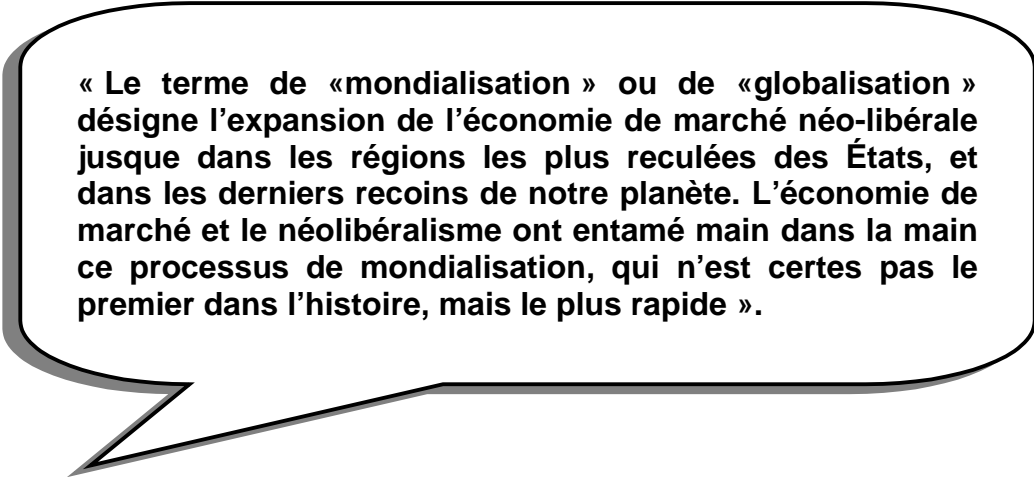
1.1 Le phénomène de la mondialisation

Au cours des dernières années, un mot revient souvent dans les conversations : mondialisation. Pourquoi parle-t-on de plus en plus de mondialisation? Est-ce une mode? Tâchons d'y voir un peu plus clair. Nous pouvons parler d'abord de mondialisation du système économique capitaliste. En effet, à la suite de la chute du mur de Berlin et de la dislocation de l'URSS, le système capitaliste, États-Unis en tête, est demeuré seul et triomphant. La seule exception majeure se situe en Chine et personne n'est dupe que sous un vernis de socialisme, la Chine tente d'implanter un mode de gestion capitaliste où la démocratie et les droits humains sont régulièrement bafoués.

Donc, pour la première fois depuis ses débuts (fin du 18^e siècle), le capitalisme règne en maître sur l'ensemble de la planète. Nous assistons à un capitalisme mondial qui étend ses ramifications jusque dans les coins les plus isolés de la planète. Les États-Unis confirment leur rang de première puissance du monde, même si l'Union Européenne et le bloc des pays d'Asie gagnent du terrain.

On assiste donc à l'uniformisation de la production et des échanges à travers le monde. Impossible d'échapper à Coke et à Mc Donalds, où que vous soyez !

L'un des phénomènes de mondialisation consiste à l'accroissement des échanges commerciaux à travers le monde. Prenez l'exemple des fruits et légumes. Il y a à peine une vingtaine d'années, plusieurs fruits et légumes hors saison étaient difficiles à trouver dans nos supermarchés. Maintenant, tout est offert à longueur d'année, vous pouvez déguster des framboises fraîches en janvier ! Les procédés techniques et l'organisation des transports s'améliorant, tous les biens et services circulent beaucoup plus aisément et rapidement qu'auparavant. Et cela est vrai même si le gros des échanges commerciaux se fait principalement entre quelques pays ayant une économie plus riche.



« Le terme de « mondialisation » ou de « globalisation » désigne l'expansion de l'économie de marché néo-libérale jusque dans les régions les plus reculées des États, et dans les derniers recoins de notre planète. L'économie de marché et le néolibéralisme ont entamé main dans la main ce processus de mondialisation, qui n'est certes pas le premier dans l'histoire, mais le plus rapide ».

Les biens et services circulent plus facilement, mais les personnes également, en particulier celles qui habitent les pays industrialisés. Il y a chaque année de plus en plus de personnes qui voyagent par affaires et par plaisir. Le tourisme est devenu l'industrie numéro un au plan mondial.

Selon un rapport de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), quelque 700 millions de personnes dans le monde

visitent un autre pays chaque année. D'ici 10 ans, elles seront près de 1,4 milliard¹.

Un autre élément incontournable de la mondialisation est le développement en accéléré des technologies et des communications qui font en sorte qu'il est possible de faire voyager des données en l'espace de fractions de secondes (Internet en est l'exemple par excellence). Un des résultats est qu'en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, des milliers, voire des millions de dollars de capitaux transitent d'un pays à l'autre.

*Est-ce que
« l'accélération » du
temps provoqué par les
nouvelles technologies
entre autres, vous
touche dans votre vécu
quotidien?*

L'ensemble de ces éléments fait en sorte que le terrain de jeux des compagnies est de plus en plus vaste et s'étend souvent à la planète entière. Cela entraîne une restructuration généralisée des compagnies qui prend la forme de fusion et de création de méga-multinationales. Une des plus récentes en liste est l'achat de *Vidéotron par Rogers communication*, en février dernier. Auparavant, c'était *America Online* qui fusionnait avec le géant *Time Warner*. Cette compagnie aurait un chiffre d'affaires plus élevé que le produit intérieur brut de la Belgique! Les méga-compagnies deviennent plus puissantes économiquement que la majorité des gouvernements nationaux. Ce phénomène était déjà enclenché depuis quelques années mais il s'accélère au fil du temps.

«... 70% du marché européen des vivres et des boissons se trouve entre les mains de huit groupes avec Nestlé, Cadbury, et Schweppes en tête.»

P. 132 « La femme mondialisée »

1. REVUE COMMERCE , janvier 2000.

Toutes ces fusions viennent modifier considérablement l'organisation du travail. De plus en plus, les compagnies, même celles de taille moyenne, font affaires avec des équipes de travail issues de plusieurs pays. L'échange d'information étant facilité par les nouvelles technologies, le travail peut s'effectuer à plusieurs endroits dans le monde. La localisation devient relative et se fera en fonction de critères de divisions du travail et de recherche des conditions de travail les plus avantageuses (pour l'entreprise, mais pas pour ceux et celles qui y travaillent...).



Par exemple, l'industrie de la chaussure a connu trois phases de transfert : de la Corée du Sud, Taiwan et Hong Kong, à la Thaïlande et l'Indonésie, puis finalement en Chine et au Vietnam. À chaque fois, les compagnies étaient à la recherche de conditions de travail à la baisse et fuyaient l'organisation naissante de syndicats.

La mondialisation telle qu'on la connaît aujourd'hui, c'est également un capitalisme grandement structuré autour de la finance. Un capital financier qui a cependant besoin, pour être compétitif, d'avoir accès très rapidement à l'information générée par les nouvelles technologies.

Est-ce que l'on se dirige vers la fin du travail, comme le disent certains chercheurs tel Jeremy Rifkin? Selon Castells, les chiffres démontrent, au contraire, lorsqu'on regarde l'ensemble de la planète, qu'il n'y a jamais eu autant d'emplois ni une plus grande proportion de la population active qui travaille. Par contre, une distanciation s'opère entre le capital de plus en plus global et le travail qui demeure essentiellement local. On assiste peu à peu à la formation de populations actives qui perdent leur identité collective et dont les conditions et les projets de travail deviennent de plus en plus individualisés.

*Est-ce la fin du travail
ou sa
« réorganisation ? »*

La notion de distance est également modifiée par le renforcement de la mondialisation. Nous vivons en instantané ce qui se passe ailleurs (rappelez-vous le phénomène CNN durant la guerre du golfe en 1991). Voyager à travers le monde prend de moins en moins de temps. Rappelons qu'il n'est pas si loin le temps où faire la traversée de l'Atlantique exigeait un voyage marin de quelques mois (jusque dans les années 1900). Aujourd'hui, le Concorde le fait en moins de 5 heures. La perception du temps s'accélère. Tout va de plus en plus vite. Nous avons longtemps échangé des communications à distance par la poste. Maintenant, c'est le courriel (@-mail) qui le fait en l'espace de quelques secondes.

Avons-nous un sentiment d'appartenance à la planète terre?

L'ensemble de ces changements dûs à la mondialisation provoque : la diminution du pouvoir des États nations; le retour des villes-états (des méga-cités qui ont des pouvoirs et des budgets souvent plus importants que l'État nation); un rôle accru des mouvements sociaux basés sur une identité très précise (mouvement environnementaliste, mouvement des femmes, mouvements des gais et lesbiennes, etc.).

Quels pouvoirs ont nos gouvernants dans un contexte de mondialisation?

Bref, cette mondialisation, au lieu d'être un facteur de progrès, se fait dans une perspective néolibérale qui place le profit au-dessus de tout. Le social et l'humain occupent peu de place. L'économie, la compétition, la concurrence et la loi du plus fort sont trop souvent les seules préoccupations.

1.2 Est-ce pareil pour les hommes et pour les femmes?

On entend souvent parler de mondialisation en général, comme si les effets de cette mondialisation touchaient les hommes et les femmes de la même façon. Pourtant, ce n'est pas le cas. Bien que les changements qui bouleversent notre monde soient ressentis tant par les



hommes que par les femmes, ces dernières en payent le gros prix. C'est ce que démontre avec beaucoup d'application et de conviction Christa Wichterich dans son essai « La femme mondialisée ».

La mondialisation a des effets paradoxaux. Il est admis et reconnu, par exemple, que se sont principalement des femmes qui occupent les nouveaux emplois créés dans les pays du Sud. Cela leur permet, entre autres, de s'extirper des rôles traditionnels et du contrôle patriarcal. Mais, comme elles sont souvent une main-d'œuvre meilleure marché que les hommes, plus adroites et plus flexibles, leur travail se fait dans des conditions exécrales, où elles sont considérées trop souvent comme du « utiliser et jeter ».



Et ceci ne se fait pas seulement dans les pays du Sud. Il est maintenant possible de devenir de plus en plus pauvre dans des sociétés de plus en plus riches! En effet, l'humanité ne souffre pas d'un manque de ressources ou d'une insuffisance de production des richesses, mais d'un problème grave de redistribution équitable et de gestion responsable de ces richesses. Et ce sont les femmes qui, très majoritairement, souffrent de cette mauvaise organisation.

« Autres conséquences : plus de 70% de la population mondiale vivant dans l'extrême misère sont des fillettes ou des femmes... Et leurs salaires, partout dans le monde, représentent entre 50% et 80% de ceux des hommes. »

p. 6 « Manière de voir »

Le dicton dit que ce que l'on ne voit pas ne fait pas mal. Plusieurs multinationales l'ont compris. Ces entreprises donnent à contrat la fabrication de leurs produits à des

entrepreneurs de pays du Sud qui, à leur tour, exploitent sans vergogne les femmes qui composent l'essentiel de cette nouvelle main-d'œuvre.

Cela assure à ces compagnies un prix de production fixe, contrôlé, sans assumer les frais de gestion du personnel et des infrastructures de production. Remarquez sur vos prochains achats, lesquels sont encore produits au Canada ou aux États-Unis : cela devient de plus en plus rare !

Lors de vos achats, remarquez-vous dans quel pays cela a été produit?

« Nike » : possède 350 usines situées dans 30 pays différents dont les 4/5 se retrouvent en Asie, ces usines emploient 400 000 personnes, dont 90% sont des femmes. Conditions déplorables : rester debout, au soleil, courir autour de l'usine le midi, s'agenouiller devant leurs supérieurs, rationnement de l'eau et des toilettes, etc.»

p. 35 « La femme mondialisée »

« Sur les 70\$ US que la consommatrice paie pour sa paire d'Air Pegasus, 3,9% est perçu par les ouvrières en Asie sous forme de salaire (Vietnam Labour Watch, 1997).»

p. 37 « La femme mondialisée »

L'alimentation aux mains des multinationales

L'alimentation est un secteur qui, historiquement, est demeuré dans de larges proportions sous la responsabilité des femmes. La mondialisation vient bouleverser cette situation et rarement pour le mieux. La mondialisation vient en effet modifier le rôle des femmes en mettant en marché des produits d'alimentation homogènes, en très grande quantité et à faible coût. La diminution de petites industries locales, souvent opérées par des femmes, est une des conséquences de cette « McDonaldisation ». Sans compter l'attrance, en particulier pour les jeunes, de ces nouveaux produits occidentaux qui, souvent grâce à de bonnes campagnes de « marketing », deviennent la norme pour définir ce qui est « in ». Cela entraîne ceux et celles qui ont un peu d'argent vers une consommation accrue qui devient, paradoxalement, un monde de frustration pour ceux et celles qui n'ont pas cet argent à dépenser.



« Un autre phénomène important est celui de la « Macdonaldisation » de l'alimentation et de la conquête du marché par des transnationales. On a un Macdonald en Russie et un Kentucky Fried Chicken en Inde. Pepsi y a très récemment ouvert une usine high-tech, pour produire du Bikaneri bhujia, un petit plat indien autrefois produit à domicile ou dans de petites entreprises, le plus souvent par des femmes. L'usine produit 50 tonnes par jour, ce que produisaient auparavant 80 000 personnes! »

p. 131 « La femme mondialisée »

La pauvreté a souvent un effet plus grand sur les femmes qui sont, dans bien des cas, les dernières à manger. Elles vont d'abord faire manger leurs hommes et leurs enfants. Dans certains pays, cette façon de faire est même inscrite dans les coutumes.

« Des 841 millions de la planète qui sont sous-alimentés, trois groupes en particulier ressortent : les enfants moins de 5 ans, notamment des filles, les femmes en âge de procréer, et les foyers à faibles revenus, notamment ceux dont le chef est une femme. »

p. 123 « La femme mondialisée »

Le travail domestique

Le travail domestique est un domaine en croissance au niveau mondial. Pour moins que rien, des femmes sont engagées pour assurer l'entretien de la maison et le soin des enfants de familles plus aisées. Des femmes mais aussi des enfants, que leur famille ne peut pas faire vivre. Dans certains cas, le travail de ces femmes représente une forme d'investissement pour leur pays puisque celles-ci retournent une partie importante de leur salaire à leur famille. L'organisation internationale du travail (OIT) observe que le travail domestique représente la catégorie d'emploi la plus importante chez les filles de moins de 16 ans dans le monde : près de 90% des enfants domestiques sont des filles.

« L'exportation de femmes des Philippines comme femmes de ménage est un élément important de l'économie de ce pays; les femmes émigrées retournent sept milliards \$ chaque année aux Philippines. »

p. 98 « La femme mondialisée »

Le travail à domicile

Une autre réalité qui devient de plus en plus incontestable, c'est l'expansion du travail fait à la maison. Ce qui était déjà fortement implanté dans certains secteurs comme la couture tend à se reproduire dans plusieurs autres domaines, dont le travail de bureau.

Connaissez-vous des travailleuses à domicile? Quelles sont leurs conditions de travail?

« En Grande-Bretagne, 2/3 des emplois créés depuis 1993 sont à temps partiel, et les femmes représentent 90% de la nouvelle main-d'œuvre. »

p. 69 « La femme mondialisée »

Le discours des entreprises pour justifier le travail à domicile est celui-ci : l'employée y gagne, car elle accède à un travail flexible (pour garder les enfants, faire le ménage), et l'employeur y gagne puisque ses coûts de production (lignes téléphoniques, électricité) diminuent.

Le problème est que, la plupart du temps, les salaires sont inacceptables, souvent payés «au noir» et sans aucune protection sociale. Des femmes demeurent devant leur machine à coudre jusque tard dans la nuit, à s'user les yeux pour arriver à produire le plus possible et cela, tant dans les pays du Sud qu'au Québec.

Dès 1990, un groupe d'hommes d'affaires salvadoriens, financés par l'Usaid (l'organisme qui gère l'aide internationale des Etats-Unis), publie dans le magazine américain de l'industrie textile, Bobbin, une publicité des plus parlantes. Mettant en scène « Rosa Martinez », une jeune et jolie femme posant devant sa machine à coudre, l'annonce claironne : « Vous pouvez l'engager pour 57 cents de l'heure. Elle n'est pas seulement éclatante. Elle et ses compagnes sont connues pour leur industriosité, leur sérieux et leur capacité à apprendre. »

P. 54 « Manière de voir »

Prostitution mondialisée

La mondialisation engendre également une nouvelle division internationale de l'exploitation sexuelle. Dans les grandes villes, les « emplois » reliés au monde de la prostitution sont de plus en plus le fait de femmes du Sud.

Selon un document produit lors d'un atelier portant sur « La mondialisation sur le dos des femmes », organisé récemment à Montréal, 80% des prostituées d'Amsterdam sont étrangères et 70% d'entre elles sont dépourvues de papiers d'identité.

Le (la) politique

La réalité de la place des femmes en politique n'est pas totalement étrangère à leur situation sociale et économique. La politique demeure, même si elle a perdu du terrain ces dernières années en raison de l'affaiblissement du rôle des États (dû notamment à la mondialisation), un des moyens en démocratie de transformer la société. Le fait que les femmes, même aujourd'hui, soient très peu présentes dans le champ politique fait en sorte que les dirigeants politiques sont moins sensibles à la réalité des femmes.

Connaissez-vous le pourcentage de femmes à l'Assemblée nationale?

En résumé

Ce petit tour d'horizon permet de constater que si la mondialisation touche tout le monde, elle a des effets aggravants chez les femmes. Si la mondialisation leur permet en effet un plus grand accès au marché du travail salarié, elle fait en sorte que ces femmes vivent des situations d'exploitation incroyables qui représentent parfois des reculs majeurs en terme de conditions de travail.

Le travail domestique et familial n'est toujours pas pris en compte et vient peser de plus en plus lourdement sur le dos des femmes (voir la section 1.4). Malgré cela, nous le verrons en deuxième partie, les femmes réussissent à améliorer constamment leur niveau d'instruction et de ce fait, possèdent de meilleurs outils pour lutter et transformer ce monde.

1.3 Et au Québec, la pauvreté a-t-elle un sexe?

Nous avons regardé la situation globale, mais à quoi ressemble la situation au Québec? Est-ce que la pauvreté frappe différemment les hommes et les femmes? La majorité des études sur cette question sont claires : oui, les femmes sont plus durement touchées.



« Les dernières décennies sont marquées par un appauvrissement considérable des femmes, un phénomène qualifié de féminisation de la pauvreté. Ainsi, non seulement la pauvreté touche-t-elle plus de femmes, mais la durée de cette situation semble plus longue. Cette pauvreté observée chez les femmes est reliée à plusieurs facteurs dont l'augmentation des divorces et de la monoparentalité, la prolifération de formes atypiques et la précarité des emplois, le chômage structurel, etc. Ces différentes réalités entraînent des conséquences plus graves pour les femmes, du fait de leur position au bas de l'échelle des revenus. »

p. 12 « Femmes et pauvreté »

Quelques faits

Il n'est pas si simple de décortiquer les mécanismes qui font en sorte que malgré plusieurs mesures gouvernementales arrachées de hautes luttes, des inégalités criantes demeurent entre les hommes et les femmes.

Pour bien comprendre la situation des femmes, il faut considérer l'importance du rôle de l'État comme régulateur et gestionnaire de la richesse collective. D'un côté, comme les femmes sont plus pauvres, elles doivent compter davantage sur l'État, alors que celui-ci se désengage de plus en plus de certains secteurs névralgiques, tels l'éducation et la santé.

Depuis quelques temps, le gouvernement a fait de nombreuses coupures de postes dans le secteur public. Rappelons-nous que 75% de la main-d'œuvre du secteur public est féminine! Alors qui est le plus touché par les coupures de l'État?

Dans quelle mesure, lorsque des décisions politiques sont prises, évalue-t-on l'impact de ces décisions sur les femmes?

En 1995, c'était 23% de la population québécoise qui vivait sous le seuil du faible revenu établi par Statistique Canada. Cela représente 30% des jeunes familles biparentales et 55% de familles monoparentales, et 87% des **jeunes** familles monoparentales ! Autrement dit, si une jeune femme a des enfants et qu'elle est seule pour les élever, il y a de fortes chances qu'elle soit pauvre.

Il n'est donc pas surprenant d'apprendre qu'en décembre 1998, 52% des prestataires de la sécurité du revenu étaient des femmes. On y dénombrait également 77 820 familles monoparentales, essentiellement (92%) des familles dirigées par une femme. Ce n'est guère mieux pour les personnes au salaire minimum, dont 61% sont des femmes².

Êtes-vous en accord avec une hausse du salaire minimum?

Pourtant, le salaire minimum actuel est de 19% inférieur au seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. Il est parfois bon de se le rappeler : 40 heures de travail au salaire

2. FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC. Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et les revendications québécoises, Montréal, p. 62.

minimum actuel (\$6,90/heure) donne \$276 dollars brut par semaine.... Entre 1979 et 1998, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 127% et le salaire minimum de 98%. Le travailleur et la travailleuse subissent donc une perte de 30%.

En ce qui a trait au logement, les femmes sont encore discriminées. En 1996, environ 500 000 ménages québécois devaient mettre plus du tiers de leurs revenus à se loger. Parmi ces ménages, 270 000 y consacrent même plus de 50% de leurs revenus!



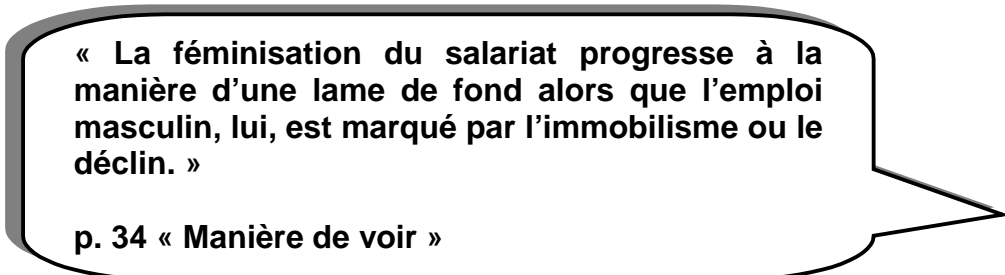
Selon un document produit par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)³, certains ménages sont plus probables d'avoir de la difficulté à se loger en raison des faibles revenus dont ils disposent : les familles monoparentales, les personnes seules et les personnes âgées. Dans ces trois types de ménages, les femmes sont majoritaires.

Bref, les femmes les plus touchées par la pauvreté sont les jeunes femmes (surtout celles qui sont peu scolarisées et mères) et les femmes plus âgées. Les femmes dans la cinquantaine et au début de la soixantaine sont celles qui risquent le plus d'être pauvres si elles sont veuves ou divorcées. La majorité d'entre elles ont consacré plusieurs années de leur vie active à prendre soin de leur famille et ne réussissent plus à trouver d'emploi. Les femmes âgées les plus démunies sont les veuves qui parce qu'elles ont consacré leur vie à leur mari et à leurs enfants, n'ont pas accumulé suffisamment de revenus pour la retraite.

3. FRAPRU (2000). Logement au Québec : femme et pauvreté (dossier), Montréal, p. 15.

L'emploi

Les recherches démontrent que, malgré des progrès très significatifs en ce qui concerne l'accès à l'emploi, des inégalités majeures demeurent pour les femmes. Le premier constat est que l'emploi au féminin est en progression presque partout à travers le monde.



« La féminisation du salariat progresse à la manière d'une lame de fond alors que l'emploi masculin, lui, est marqué par l'immobilisme ou le déclin. »

p. 34 « Manière de voir »

Mais cela ne doit pas cacher le fait que l'égalité est loin d'être atteinte pour autant. Le travail des femmes rime souvent avec temps partiel et qui dit temps partiel veut dire revenus moindres et privation d'avantages sociaux.

*Quelle est
votre
situation
d'emploi?*

D'une façon générale, le travail atypique (temps partiel, à contrat, à la pige, etc.) est en progression alors que le travail à temps plein et stable est en régression.

Dans son enquête sur la population active de 1998⁴, Statistique Canada révèle que 68% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes, dont la majorité affirment qu'elles ne l'ont pas choisi ! Il faut également souligner que les femmes sont plus nombreuses à vivre la précarité, à travailler à contrat, comme travailleuse autonome ou sur appel. Même si cela se modifie peu à peu, les femmes demeurent encore confinées dans les secteurs d'emploi moins payants.

4. STATISTIQUE CANADA. Enquête sur la population active, 1998.

Comme les femmes travaillent moins d'heures et gagnent un salaire horaire moyen de 17% inférieur à celui des hommes, elles ont plus de difficulté à se qualifier à l'assurance-emploi. De plus, elles ont de moins bons régimes de retraite. Notons également que les femmes faisant partie de la population active sont syndiquées à 37.5%, comparativement à 42.2% pour les hommes⁵.

Le principe de « à travail égal salaire égal » n'est pas encore une réalité. Soulignons néanmoins l'entrée en vigueur cette année de la politique d'équité salariale au Québec (pas aussi vigoureuse que souhaitée par le mouvement des femmes, mais tout de même...) et la victoire des employées du gouvernement fédéral pour faire reconnaître ce principe d'équité.

Considérez-vous que dans votre milieu l'équité salariale est appliquée?

Une réduction massive du temps de travail (sur la semaine, l'année, la vie active tout entière) afin de lutter contre le chômage, la précarité et le temps partiel non volontaire serait sûrement une alternative pour faciliter l'accès des femmes aux emplois qui les sortiront de la pauvreté.

Les femmes entrepreneures

L'entrepreneuriat féminin pourrait être considéré comme un des éléments de solution pour diminuer la pauvreté des femmes. En effet, alors que le taux de croissance en générale des entreprises au Québec est de 3%, celui des entreprises dirigées par des femmes est de 23%⁶. Cependant, cette donnée camoufle une réalité qui n'est pas si simple.

5. FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC, Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence (2000),
MARCHE MONDIALE DES FEMMES. Cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises, Montréal, p. 102.

6. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ. Entreprendre au féminin, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1997, p. 3

L'entrepreneuriat féminin se retrouve principalement dans le secteur tertiaire traditionnel qui demeure plus sensible aux fluctuations de l'économie. De plus, comme le souligne le « Rapport du groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin », les femmes n'ont pas les mêmes facilités d'accès au financement que leurs collègues masculins.

Lorsqu'elles ont recours aux institutions financières, les femmes entrepreneures « risquent toujours plus que les hommes de voir leurs demandes de financement rejetées »⁷. Les institutions financières vont souvent invoquer les garanties insuffisantes et douter de la capacité de rembourser. Lorsqu'elles obtiennent leurs prêts, les femmes entrepreneures, en moyenne, se voient imposer un taux d'intérêts plus élevé que les hommes⁸. Plusieurs études démontrent également que les femmes ont un accès limité à différents réseaux, officiels ou non, comparativement aux hommes.

1.4 Des conditions aggravantes de la pauvreté des femmes

Plusieurs raisons expliquent que la mondialisation en cours frappe plus durement les femmes et les enlène dans une situation de pauvreté. Une des données qui faussent grandement la situation, c'est le fait que nos sociétés ne prennent jamais en compte le travail domestique et le rôle des femmes dans la reproduction.



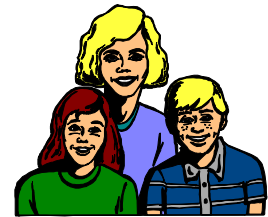
7. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ. Entreprendre au féminin, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1997, p. 20

8. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ. Entreprendre au féminin, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1997, p. 23

Ce travail «invisible» demeure très largement sous la responsabilité des femmes et vient marquer le travail salarié et accentuer la pauvreté. Nous examinons donc ici les effets de la maternité telle que vécue dans notre société et le poids du travail domestique et familial.

Maternité et pauvreté

Est-on plus pauvre parce qu'on est femme et qu'on a des enfants? Il semble que oui. Dans son livre « Femmes et pauvreté », Monique Dumais cite le Conseil national du bien-être social du Canada qui signale dans son rapport sur les femmes et la pauvreté :



«Le résultat le plus troublant du présent rapport est sans contredit celui qui relève l'existence d'un lien très étroit entre la maternité et la pauvreté. Trop souvent, une grossesse en bas âge équivaut à un niveau de scolarité réduit et au phénomène éventuel de parent seul. La présence d'enfants accroît le risque de pauvreté des familles à deux conjoints, surtout parce qu'elle rend plus difficile la participation des épouses au marché du travail.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur le problème de pauvreté auquel font face les femmes qui sont mères seules.»⁹

Les familles qui vivent de l'aide sociale n'ont droit qu'à de petits montants d'allocation pour les enfants. Une famille biparentale recevra 2 600\$ annuellement pour le premier enfant et 2 400\$ pour le suivant. De son côté, la famille monoparentale recevra 3 900\$ pour le premier enfant et 2 400 \$ pour le suivant.

*Saviez-vous
combien reçoit une
femme seule avec
son enfant à l'aide
sociale?*

9. CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL DU CANADA. La femme et la pauvreté, dix ans plus tard, p. 151-152.

C'est peu. Si on considère, par exemple, qu'une famille d'accueil recevra une aide financière entre 6 000\$ et 7 000\$ par enfant dont elle s'occupe. Rappelons qu'au Québec, 200 000 enfants vivent dans des familles prestataires de l'aide sociale¹⁰.

En 1996, au Québec, il y avait 309 440 familles monoparentales soit 24% de l'ensemble des familles avec enfants. Parmi celles-ci 82% étaient dirigées par une femme et 6/10 vivaient dans la pauvreté comparée à 1/10 pour les familles biparentales.

p. 54 « Cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises, Marche mondiale des femmes. »

Pourtant, quelques études à travers le monde ont illustré les attitudes et les comportements positifs des femmes en situation d'extrême pauvreté face à la grossesse et, conséquemment, à la maternité.

La maternité est trop souvent le seul projet possible à imaginer et à mener à terme, puisque leur champ de production est extrêmement restreint sur le plan professionnel et social. (...) La maternité devient alors un domaine privilégié, sinon le seul, de création; la grossesse peut aussi représenter une compensation par la mise au monde d'un enfant qui remplacera une relation parentale manquée, une revanche par rapport à l'insatisfaction affective vécue pendant l'enfance ou le remède à l'insécurité. (...) La maternité est en quelque sorte un moyen privilégié d'accéder à la vie adulte : l'enfant donne un statut social reconnu, celui d'être parent.

p. 30 - 31 « Femmes et pauvreté »

10. Toutes ces données sont citées dans :
FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC. Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence (2000).
MARCHE MONDIALE DES FEMMES. Cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises, Montréal, p. 54.

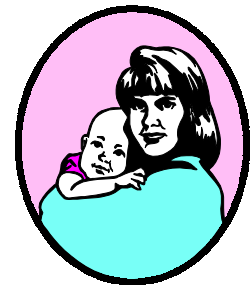
Dans un texte reprenant le compte rendu d'un colloque intitulé « Marcher sur des œufs », le Conseil du statut de la femme pose la problématique de la maternité en soulevant dans quelles contradictions cela place les femmes.

« Ce ne sont plus ou ce ne sont pas les hommes qui rendent les femmes pauvres mais les enfants. Et ceci est d'autant plus pénible que pour la majorité des femmes, ils représentent, sinon la joie centrale de leur vie, du moins ce qui est le plus important. »

p. 6 « Marcher sur des œufs »

La maternité n'est pas encore vraiment reconnue comme étant une responsabilité de toute la société. Par conséquent, les femmes enceintes n'obtiennent pas de la société tout le support nécessaire. Un exemple parmi d'autres : lorsque la jeune fille enceinte est en âge de fréquenter l'école, elle devra, la plupart du temps, abandonner ses études pour ne pas les reprendre, trop « occupée » par son travail de mère.

Encore de trop nombreuses femmes se retrouvent seules (souvent dès la naissance) pour éduquer leur enfant, souvent sans aide financière du père. Malgré des progrès réalisés, notamment avec la perception automatique des pensions alimentaires, il y a encore beaucoup à faire. Que fait-on par exemple, lorsque le père, qui n'est plus dans le décor, n'a pas d'argent pour verser une pension alimentaire?



Par ailleurs, le cas de Christiane Savary, mère divorcée et prestataire de l'aide sociale, illustre aussi une injustice que vivent toutes les autres¹¹ femmes dans la même situation: les pensions alimentaires versées par le père de ses enfants sont déduites de sa prestation d'aide sociale !

11. LE TOUR D'Y VOIR, 3^e année, no 105, 15 octobre 1999.

Ce qui n'incite pas les pères à payer et ne rend pas les enfants et leurs mères moins pauvres.

La question de la maternité pose également le rapport des hommes avec les enfants. Peut-on faire plus comme société et mettre en place des campagnes d'éducation qui valorisent la place du père auprès de ses enfants et les bénéfiques qu'il peut en tirer sur le plan humain? Comment faire découvrir aux hommes le plaisir d'être avec les enfants? Voilà un beau sujet d'éducation populaire !

Comment faire découvrir aux hommes le plaisir d'être avec les enfants?

« Pour avoir accès au travail rémunéré et plus encore aux emplois d'où nous étions totalement absentes, on a exigé de nous que nous adoptions le modèle masculin : un producteur désincarné de tout ce qui est de l'ordre de la reproduction, soit un être sans parent et sans enfant, entièrement disponible pour le travail. Mais voilà, ça ne marche pas. » Beaucoup de femmes veulent aussi avoir des enfants et s'occuper de leurs proches. »...

p. 12 « Marcher sur des œufs »

Pour changer les choses, plusieurs auteurs-es et chercheurs-es pensent qu'il faut cesser d'opposer la sphère familiale à la sphère de l'emploi. Un équilibre doit être trouvé pour permettre un partage équitable des tâches et reconnaître socialement la maternité et le travail familial.

Certains pas sont réalisés en ce sens. Pensons à l'annonce récente de l'élargissement du congé de maternité, mais d'autres sont encore à faire.

Dans les textes québécois qui expliquent la Marche mondiale des femmes, on soulève aussi le problème de la non-reconnaissance du travail des femmes qui décident de demeurer à la maison avec leur-s enfant-s.

Comme ces femmes ne cotisent pas au Régime des rentes du Québec (RRQ), à moins de se payer un REER, elles se retrouveront avec de très petites pensions à leur retraite. On demande donc au gouvernement, dans les revendications québécoises, de fournir 50% de la contribution maximale au RRQ pendant les 5 premières années de la vie de l'enfant pour le parent qui s'occupe principalement de l'enfant. Voilà une autre solution originale et possible.



« Francine Descarries propose au mouvement féministe de s'interroger pour trouver les moyens de proposer de nouvelles formes de parentalités et actualiser un contrat parental basé sur l'adéquation des rôles maternel et paternel; de permettre aux femmes d'assumer leur désir d'être mère sans retomber dans la dépendance; de faire éclater la conception de la mère « parent principal »; et d'éviter le piège d'imposer un seul et unique modèle de mère»

p. 14 « Marcher sur des œufs »

Le problème de fond consiste à analyser la valeur que donne notre société à certaines activités humaines. Est-ce que, au Québec, nous reconnaissons suffisamment le fait de donner la vie à un enfant?

Est-ce que la proposition d'un revenu annuel garanti pour tous et toutes (nommé aussi allocation universelle) serait un outil pour obtenir la reconnaissance d'un véritable statut pour s'occuper des enfants? Comment enrayer la pauvreté chez les femmes et leur permettre d'assumer leur désir d'être mère?

Que pensez-vous d'une allocation universelle versée à tous et toutes, inconditionnellement ?

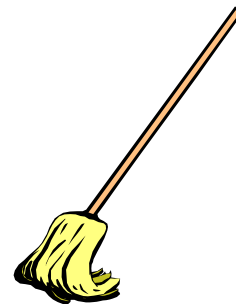
On voit que rien n'est simple ni magique sur la question de la maternité. C'est en réfléchissant ensemble que nous pourrons cheminer sur cette question centrale de la place de la maternité dans notre société.

Le travail domestique et familial

De l'avis de plusieurs femmes, le travail domestique demeure un boulet important et une des causes significatives de leur pauvreté. Toutes les études réalisées démontrent que la répartition des tâches domestiques en fonction des sexes a très peu évolué, malgré ce que l'on pourrait en penser. Le phénomène de la double journée de travail est toujours bel et bien présent. Il repose sur des modèles culturels fortement ancrés chez les hommes et les femmes, donc difficiles à modifier.

Comment conciliez-vous le travail domestique et familial avec votre emploi?

Même lorsqu'une partie du travail domestique devient une activité salariée, par exemple avec les entreprises d'économie sociale d'aide domestique, cela demeure à 90% un emploi occupé par des femmes. D'une part, peu d'hommes sont intéressés par ces emplois même lorsqu'une formation leur est offerte. D'autre part, très peu de clients et de clientes acceptent que ce soit un homme qui effectue l'entretien ménager de leur maison. Même s'il s'agit d'une tâche épuisante physiquement, l'entretien ménager, même salarié, a peu de valeur sociale. Un sondage réalisé par Léger et Léger en 1996 concluait que les ménages québécois, peu importe leur revenu, refusent de payer plus de 10\$ de l'heure pour leur entretien ménager.



Beaucoup de femmes sont aux prises avec un conflit personnel et social : faut-il concentrer ses énergies sur l'entretien de la vie dans la sphère domestique ou s'assurer d'un revenu plus ou moins substantiel en étant sur le marché du travail? Comment concilier le tout?

Bref, le travail domestique et familial demeure caché, invisible, non valorisé dans les sociétés occidentales contemporaines. Et la situation semble se dégrader avec les coupures dans les services publics.

« ...Avec l'alourdissement des tâches d'entretien des personnes peu autonomes, alourdissement dû au prolongement de la vie et à la diminution des services publics, la tentation est grande pour les hommes de s'en décharger sur les femmes. »

p. 332 « Femmes, éducation et transformations sociales »

Dans « Femmes et pauvreté », Monique Dumais cite une étude de Statistique Canada qui évalue le travail ménager accompli par une femme canadienne en 1994 à 15 580\$ par an et à 26 310\$ si elle est mère d'enfants de moins de cinq ans. Selon cette même étude, les femmes exécutent les deux tiers des travaux ménagers accomplis au Canada, et elles continuent à assumer la plus grande partie de ces tâches, même lorsqu'elles travaillent à l'extérieur du foyer.



Cette enquête a été menée auprès de 9 000 Canadiennes et Canadiens de plus de quinze ans, qui devaient préciser combien de temps ils passaient à prendre soin de la famille, à faire des achats et à exécuter des tâches ménagères¹². Cette réalité n'est pas propre à nos pays. Elle est planétaire.

« Près de 70% du travail accompli sur cette planète est non rémunéré (approvisionnement, éducation, relations sociales, foyer, jardinage, travaux des champs)... »

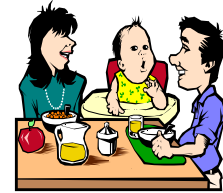
« La valeur estimée de ce travail est de 11 billions \$, près de la moitié de la production mondiale annuelle totale!... »

p. 11 « La femme mondialisée »

12. STATISTIQUE CANADA, *Perspectives, condition féminine* – Canada, vol. 7, no 2

(été 1994), p. 6.

Cette division sexuelle du travail ménager a un effet « boomerang ». La division inégalitaire du travail domestique limite la participation des femmes au travail salarié et inversement, les difficultés pour les femmes à avoir accès au travail salarié les conduisent à demeurer davantage à la maison.



Encore une fois, tout comme pour la maternité, le piège serait de chercher des solutions qui ne viseraient que les femmes, alors que l'enjeu est de responsabiliser et les hommes et les femmes. Les mesures appropriées ne peuvent faire autrement que de remettre en question le partage actuel du temps et de l'organisation entre économie domestique et économie marchande.

Comment faire reconnaître le travail non-rémunéré?

« Réclamer des mesures applicables aux deux sexes, c'est dire haut et fort que les travailleurs, et pas seulement les travailleuses, doivent partager leur vie entre les exigences du travail et celles de la sphère familiale. Une telle affirmation non seulement contribuera à désexiser les pratiques du milieu de travail et à le rendre plus sensible aux besoins légitimes des personnes qui y œuvrent, mais ôtera du même coup leur principal alibi aux conjoints qui refusent d'assumer leur juste part des tâches domestiques, sous prétexte que les femmes bénéficient sur ce plan d'une plus grande mansuétude, d'un régime d'exception qui reconnaît la légitimité de leur plus grand investissement dans la sphère familiale et domestique. »

p. 287 « Femmes, éducation et transformations sociales »

En résumé, c'est toute une partie de notre économie qui n'est pas reconnue avec le travail domestique et familial. Cette non-reconnaissance devient un facteur de pauvreté et un boulet pour les femmes qui assument des doubles et des triples journées de travail. Différentes options s'offrent à nous. Une partie significative du travail domestique et familial peut devenir un travail salarié (sous différentes formes). Cela

suppose que l'État joue son rôle pour mettre en place des mesures.

Par exemple, l'un des mérites des nouvelles entreprises d'aide domestique est de reconnaître comme un travail salarié les tâches d'entretien domestique. Mais un pas de plus doit être franchi pour que, d'une part, il y ait autant d'hommes que de femmes qui pratiquent ce métier et, d'autre part, que ce travail soit reconnu à sa juste valeur avec des salaires décents.

Parmi les autres options, il faut qu'un travail de sensibilisation et d'éducation soit réalisé pour poursuivre la transformation des rôles sociaux et faire en sorte que les hommes se sentent autant concernés par la sphère domestique et familiale que la sphère du travail.

PARTIE 2 : RÉFLÉCHIR POUR AGIR

La situation n'est pas rose pour les femmes, on l'a vu. Que pouvons-nous faire? Dans la deuxième partie du document, nous vous invitons à explorer quelques avenues qui devraient nous amener à réfléchir pour agir, afin de contribuer à éliminer la pauvreté chez les femmes et à contrer les effets de la mondialisation, chez nous au Québec. Nous jetons d'abord un coup d'œil sur le mouvement des femmes comme un puissant courant de changements pour l'avenir. Par la suite, nous explorons la question de l'éducation, comme facteur de changement social.



Enfin nous regardons certaines revendications québécoises qui gagnent des appuis et peuvent nous inspirer. Certaines sont issues de la Marche mondiale des femmes.

2.1 Le mouvement des femmes comme source de changements majeurs

Dans sa trilogie « L'ère de l'information », Castells place l'identité au cœur des mouvements de résistances à la société actuelle. Ce sont les mouvements sociaux, selon lui, qui sont porteurs de ces résistances. Des mouvements sociaux peuvent être traditionnels (basés sur Dieu, la nation et la famille) ou novateurs (comme le mouvement féministe qui remet en question le patriarcat ou le mouvement environnementaliste qui revoit notre relation avec la nature).

Selon lui, ces différentes « identités résistances » (mouvements féministes, écologistes, nationalistes, localistes, etc.) ne font pas toujours cause commune et ont plutôt tendance à s'exclure. Il faut donc que certaines de ces « identités résistances » engendrent des « identités projets » qui viseront à transformer toute la société en fonction de valeurs en opposition aux intérêts dominants du capital, du pouvoir et de l'information. Ce ne sont que ces « identités projets » qui seront en mesure de reconstruire une société nouvelle.

Croyez-vous que le mouvement des femmes est porteur de changement?

Cet essai interpelle les mouvements sociaux pour éviter qu'ils ne tournent sur eux-mêmes. Il tend aussi à proposer des moyens concrets pour améliorer notre monde.

Les mouvements sociaux seront en mesure de jouer leurs rôles par l'utilisation d'organisations et d'interventions décentralisées et en réseaux. C'est la force des identités qu'ils auront développées en résistance aux valeurs dominantes qui leurs permettront de jouer ce rôle de changement social.

Dans son livre « La femme mondialisée », Christa Wichterich en arrive aux mêmes conclusions et confirme l'importance du travail en réseau comme alternative pertinente pour notre monde en ce 21^e siècle.

« La création de réseaux permet notamment aux femmes qui vivaient jusqu'ici dans un relatif isolement de se faire une idée des contextes globaux, de découvrir un faisceau d'inspirations et de nouveaux horizons politiques. Pour entretenir ces contacts, les femmes comptent sur les systèmes d'information globaux, le courrier électronique et Internet, qui leur offrent des possibilités de communication indépendamment du courrier, à l'abri de la censure et des contrôles... »

« L'Internationale des femmes évolue ainsi entre les deux pôles que sont le niveau mondial et le niveau local, le réseau et l'éclatement. Les réseaux apparaissent comme une forme d'organisation et de politique adaptée à la mondialisation. »

p. 216 - 217 « La femme mondialisée »

Si la première force des femmes est celle de leurs réseaux informels (voisines, familles élargies, regroupement) pour faire naître la solidarité, cette solidarité ne doit pas cependant signifier l'abandon des responsabilités qui incombent à l'État, car comme l'explique Nancy Guberman :

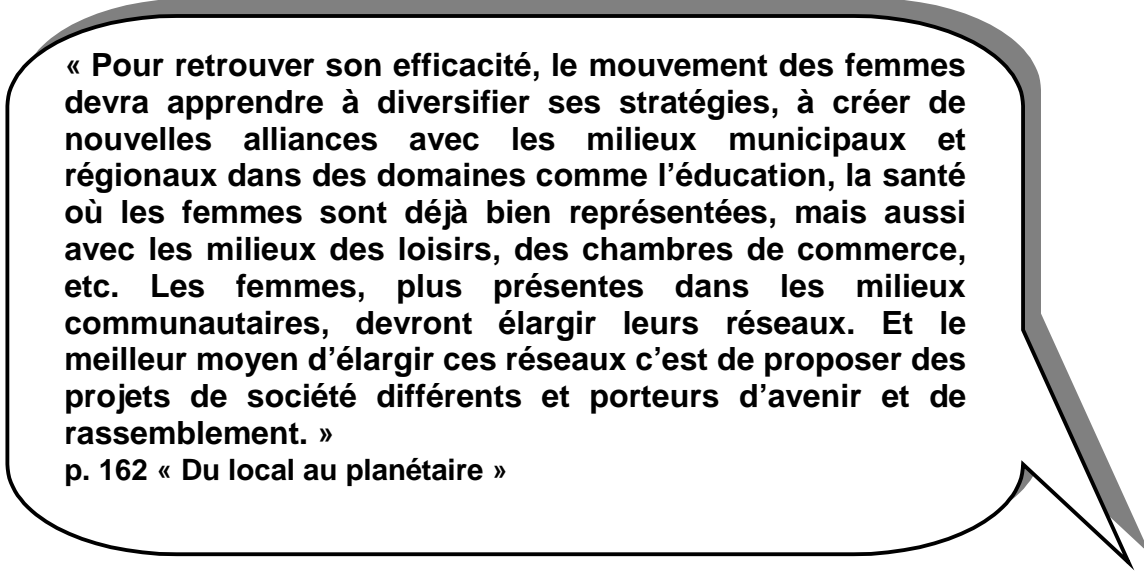
Cela place bien, d'entrée de jeu, le rapport d'influence qui doit s'établir face à l'État. Les gains pour les femmes ont souvent passé par le développement et la consolidation de l'État même si, paradoxalement, c'est aussi l'État, comme l'affirme Castells, qui a maintenu si longtemps le système patriarcal.

« L'aptitude ou l'inaptitude des mouvements sociaux féministes et d'identités sexuelles à institutionnaliser leurs valeurs dépendra essentiellement de leur rapport à l'État, ultime garant du patriarcat tout au long de l'histoire. »

p. 294 « Le pouvoir de l'identité »

En ce sens, l'État devient le catalyseur des idées dominantes de la société. Il faut donc qu'il y ait une pression sociale pour que l'État entérine les demandes de la société. C'est lorsque nos gouvernements sentent la pression populaire qu'ils bougent dans un sens ou l'autre.

En plus de conserver des espaces d'autonomie, les femmes sont également invitées à développer de nouvelles alliances. C'est, un peu comme le disait Castells, le début d'une «identité projet ».



« Pour retrouver son efficacité, le mouvement des femmes devra apprendre à diversifier ses stratégies, à créer de nouvelles alliances avec les milieux municipaux et régionaux dans des domaines comme l'éducation, la santé où les femmes sont déjà bien représentées, mais aussi avec les milieux des loisirs, des chambres de commerce, etc. Les femmes, plus présentes dans les milieux communautaires, devront élargir leurs réseaux. Et le meilleur moyen d'élargir ces réseaux c'est de proposer des projets de société différents et porteurs d'avenir et de rassemblement. »

p. 162 « Du local au planétaire »

Un projet fou et emballant : **la Marche mondiale des femmes**

La Marche mondiale des femmes est justement l'illustration vivante et vibrante d'un projet commun (un exemple «d'identité projet» dont parle Castells), du développement international de la solidarité et de la constitution de réseaux. Cette idée, ce rêve un peu fou, est né à la Fédération des femmes du Québec. Après le succès en 1995 de la marche «Du pain et des roses», qui avait permis de rassembler les femmes et de sensibiliser largement le public à la pauvreté de celles-ci.

*Avez-vous
entendu
parler de la
Marche
mondiale
des
femmes?*

L'idée a lentement germé et quatre ans plus tard, plus de 143 pays participent à la Marche, 65 coordinations nationales ont vu le jour et 3 000 groupes se sont mis ensemble pour organiser partout dans le monde, en même temps, des marches durant la semaine du 9 au 13 octobre 2000. Les marcheuses demanderont aux gouvernements l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. Ces milliers d'activités culmineront le 17 octobre à New York, où des milliers de femmes sont attendues, alors que les revendications des femmes seront présentées à M. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU.

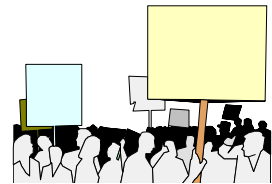
Cette mise en commun des problèmes et des ressources demande et demandera encore beaucoup d'écoute et de respect entre les femmes de langues, de cultures et de nationalités différentes. Mais le résultat est phénoménal. Il est donc possible de mondialiser la solidarité et de contrer les effets de «l'autre mondialisation». Cette année intense de mobilisation, tant au plan local, national qu'international, permet de sensibiliser très largement la population, mais aussi de tisser des liens internationaux qui persisteront bien après les marches.



Prenant cette réalité pour acquis, la Marche mondiale des femmes, qui a lieu en l'an 2000, permet aux femmes de tous les pays de préciser leurs propres revendications pour sortir les femmes (enfants et les hommes) de la pauvreté. Ces revendications sont en général adressées aux gouvernements. Elles ne deviendront réalité que si une grande partie de la population se met d'accord.



Les revendications internationales de la Marche mondiale demandent, entre autres, que les États fassent la promotion, par des mesures incitatives, du partage des responsabilités familiales. L'adoption de mesures concrètes de soutien aux familles (garderies adaptées aux horaires de travail des parents, cuisines communautaires, programmes de soutien aux devoirs et aux leçons) est primordiale. Les gouvernements devraient également promouvoir l'accès des femmes aux postes de décisions et mettre fin aux compressions dans le secteur public puisque cela pénalise grandement les femmes.



Les revendications québécoises de la Marche proposent également de réinstaurer l'allocation familiale universelle, tout en maintenant une allocation supplémentaire pour les familles à faible revenu. L'allocation familiale a, entre autres, l'avantage d'être versée directement aux femmes et à ce titre, de reconnaître leur rôle dans le soin des enfants.

2.2 Et l'éducation?

En quoi, actuellement, l'éducation peut-elle être un facteur de changement social pour les femmes?

L'éducation fait reculer la pauvreté

La preuve n'est plus à faire. Cela ne règle pas tout, mais l'éducation joue un rôle fondamental pour contribuer à réduire la pauvreté.

« Il y a une corrélation forte entre le statut éducatif des femmes et tous les indicateurs sociaux. Ainsi, par exemple, les avantages de la scolarisation des filles sont immenses non seulement pour leur propre développement personnel mais pour leur communauté. Il est démontré que les enfants des mères instruites sont beaucoup moins malades, mieux nourris, meurent beaucoup moins en bas âge, et ont beaucoup plus de chances d'aller eux-mêmes à l'école. Les femmes alphabétisées participent infiniment plus que les autres aux activités économiques (tenue des comptes domestiques, accès au crédit, gestion de petits commerces, etc.); elles maîtrisent bien mieux leur fécondité, ont moins d'enfants, plus espacés. »

Cela est également vrai pour les femmes des pays industrialisés qui ont connu, dans les dernières années, un bien meilleur taux de scolarisation que nos mères et grands-mères.

« Il importe cependant de rappeler que, même si un investissement plus grand dans l'éducation ne leur garantit pas des conditions d'emploi équivalentes aux hommes, une corrélation positive s'observe encore entre une scolarité plus poussée et un meilleur taux de placement dans les pays industriels avancés. »

p. 319 « Femmes, éducation et transformations sociales »

L'accès à l'éducation

En premier lieu, faisons une distinction entre le Québec et les pays du Sud. Certains gains majeurs chez nous, comme l'accès généralisé à l'école, ne sont pas encore acquis dans plusieurs pays, et encore moins pour les filles.

« Dans beaucoup de pays, il est considéré comme normal d'envoyer prioritairement les garçons à l'école et de garder les filles à la maison pour travailler. Les filles consacrent jusqu'à 80% du temps de plus que les garçons, dans certains pays aux tâches ménagères. C'est pourquoi, sur les quelque 900 millions d'adultes analphabètes dans le monde, les deux tiers sont des femmes »

p. 6 « Manière de voir »

Malgré tout, le niveau d'instruction général des femmes est sans cesse à la hausse sur toute la planète. Mais nous avons encore du chemin à parcourir.

Le niveau d'instruction des femmes progresse régulièrement dans les pays en voie de développement. Entre 1970 et 1990, l'écart entre population masculine et féminine, en termes d'alphabétisation des adultes et de scolarisation, a été divisé par deux. Dans l'enseignement primaire, le taux de scolarisation des filles correspond maintenant à 90% de celui des garçons, contre 75% il y a quelques années »

p. 6 « Manière de voir »

Et chez nous, au Québec?

Cette meilleure scolarisation des femmes ne règle pas tout. On en voit quotidiennement des exemples ici même au Québec.

Ainsi, toutes les récentes études montrent que les filles réussissent mieux à l'école que les garçons. Par exemple, si 30,4 p. 100 des jeunes de moins de 20 ans quittent l'école avant d'obtenir leur diplôme, c'est bien davantage les garçons (38 p. 100) que les filles (22,7 p. 100)¹³. Mais en dépit de ce portrait plus favorable pour les femmes, ces dernières demeurent en général pénalisées au plan de l'insertion socioprofessionnelle et du revenu.

Pourquoi pensez-vous que les filles réussissent mieux à l'école que les garçons?

Par exemple, les taux de chômage affectent encore plus les femmes. Plus de 30 p. 100 des décrocheuses de 22-24 ans étaient en chômage comparativement à 17 p. 100 des décrocheurs¹⁴. Des données du recensement canadien indiquent aussi que les personnes faiblement scolarisées ont le revenu le plus bas, nettement au-dessous de la moyenne

13. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC (1999), Indicateurs de l'Éducation, Direction des statistiques et des études quantitatives.

14. Le secondaire est-ce suffisant?, Analyse des résultats de l'Enquête de suivi auprès des sortants, op. cit., p. 33.

québécoise. Mais les femmes sont particulièrement touchées par cette situation et reçoivent un revenu beaucoup plus faible que les hommes, et ce, à tous les niveaux de scolarité.

L'accès à des activités de formation continue demeure donc un enjeu important pour les femmes, afin d'intégrer ou de réintégrer le marché du travail et améliorer leur situation. Quelle est la situation de la formation continue au Québec alors qu'on attend, depuis 3 ans maintenant, une politique gouvernementale cohérente à ce sujet?



« Il semble que les femmes participent de façon relativement importante à des activités d'éducation des adultes. Là n'est pas le problème. Elles sont présentes en alphabétisation, elles s'inscrivent au secondaire, au collégial et à l'université. Cependant, on peut noter une certaine propension à entreprendre des études à temps partiel et de courte durée. De même, elles se dirigent plus vers une formation générale et, lorsqu'elles sont en formation professionnelle, ce sont surtout les secteurs traditionnellement féminins qui les attirent... »

En fait, au-delà d'une accessibilité générale, il s'agit surtout de problèmes d'accès aux formations qualifiantes. »

p. 209 « Femmes, éducation et transformations sociales »

Un des freins qui nuit à l'accessibilité de l'éducation et la formation pour les femmes adultes est la non-reconnaissance des acquis non scolaires. Pensons à une femme, hors du marché du travail depuis quelques années, qui a développé plusieurs compétences. Actuellement, celles-ci n'auront aucune valeur lors du retour aux études.

En outre, il ne faut pas négliger les nombreuses difficultés rencontrées par les femmes monoparentales et les femmes dites « sans-chèque ». Lorsqu'elles tentent un retour aux études à temps partiel, elles ont très peu de soutien financier pour le transport ou la garde des



enfants, car elles ne peuvent avoir accès au système de prêts et bourses.

Nous pouvons penser également aux femmes peu scolarisées qui n'ont souvent pas accès aux formations financées par Emploi-Québec. L'accès à ces formations est particulièrement limité pour ceux et celles que l'on appelle des «sans chèque».

Ce problème touche principalement les jeunes femmes. Pourtant, lorsque le gouvernement du Québec a annoncé sa réforme de l'emploi, il ne devait plus y avoir de catégorie d'adultes. Compte tenu qu'il est de plus en plus difficile de se qualifier à l'assurance-emploi, depuis que le gouvernement fédéral a resserré les règles, le nombre de « sans-chèque » augmente continuellement.

Enfin, il subsiste des écarts très importants en ce qui concerne la présence des femmes au doctorat. En 1993, le pourcentage de femmes parmi les récipiendaires d'un doctorat était de 31% au Québec et de 33% au Canada¹⁵.

La place des femmes dans les sciences

Dans une société axée sur le développement technologique, les « savoirs » prennent de plus en plus d'importance. Ce sont d'ailleurs souvent les emplois liés aux sciences pures et techniques qui offrent les meilleures conditions salariales. Pourtant, les femmes sont encore très peu présentes dans le domaine scientifique.

Par exemple « *Manière de voir* », explique que seulement 24% des physiciens et 20% des mathématiciens sont des femmes. Aux Etats-Unis, le pourcentage de femmes scientifiques n'est que de 5%!

15. STATISTIQUE CANADA 1995 : p. 148, cité par ROBERTA MURA dans *Femmes, éducation et transformations sociales*.

« Mais les sciences pures, comme les maths et la physique, continuent d'être perçues comme des disciplines desséchantes. Il reste, à cause de cela, un frein puissant, surtout de la part des mères, à pousser les filles dans cette direction, alors que les pères, eux, y serait plu favorables, surtout s'ils ont eux-mêmes fait des études scientifiques. »
p. 23 « Manière de voir »

Une recherche réalisée en France, à l'aide de caméras cachées, a démontré que le professeur de sciences, victime lui-même des préjugés sur les relations entre les filles et la science, accorde en moyenne 20% plus de temps aux garçons. Cette étude révèle également que les filles sont moins souvent interrogées, et que si elles le sont, elles se voient régulièrement interrompues. De plus, les manuels et les exemples utilisés se réfèrent davantage aux intérêts des garçons.

Le curriculum caché

Au-delà des contenus véhiculés à l'école, les attitudes et comportements, conscients ou inconscients, du personnel scolaire viennent souvent renforcer les stéréotypes sexuels.

« L'école n'est pas neutre : elle légitime les rapports de domination vécus par les filles. En leur accordant sa caution, elle crée des inégalités qui se transfèrent par la suite aux niveaux professionnel et social. Au lieu de prendre en compte les rapports sociaux de sexe, l'école les ignore ou risque de les renforcer. »

p. 106, « Femmes, éducation et transformations sociales »

Plusieurs études citées dans « *Femmes, éducation et transformations sociales* » ont démontré que les garçons reçoivent plus d'attention de la part du personnel enseignant. Leur participation est davantage sollicitée. Des études ont également prouvé que lorsque les professeurs croient évaluer des travaux réalisés par les garçons, les notes sont plus élevées.

Nous retrouvons le même phénomène de perception en ce qui concerne les comportements. Les enseignants et les enseignantes s'attendent à ce que les garçons soient indisciplinés alors que c'est le contraire pour les filles. C'est l'ensemble de ces éléments que l'on nomme le « curriculum caché », c'est-à-dire ce que l'on enseigne ou ce que l'on valide par notre attitude.

Des voies d'action

Plusieurs actions peuvent être réalisées pour accentuer l'accès des femmes à l'éducation, dont certaines à court terme. Par exemple, les revendications québécoises de la Marche demandent une réforme du régime actuel de prêts et bourses pour augmenter le montant des bourses selon le coût réel de la charge des enfants.

Que pourrions-nous faire pour favoriser l'accès des femmes à l'éducation?

Il serait primordial de reconnaître l'autonomie financière de l'étudiante sans considérer les revenus de son conjoint. Il faut permettre l'accès au système de Prêts et bourses pour les femmes monoparentales qui veulent étudier à temps partiel. D'ailleurs, il devrait y avoir plus de formations professionnelles à temps partiel. Les femmes peu scolarisées qui désirent retourner aux études devraient pouvoir entreprendre une formation de base, peu importe leur condition.

Nous avons abordé l'accès à l'éducation, mais il y a également un travail éducatif à réaliser pour sensibiliser la population, notamment à la violence faite aux femmes. Les États doivent mettre en œuvre des plans d'action, des programmes et des projets efficaces assortis de

Est-ce que j'ai déjà réalisé une activité sur la violence faite aux femmes?

ressources financières et de moyens adéquats pour mettre fin aux violences faites aux femmes. De 1989 à aujourd'hui, plus de 551 femmes et enfants québécois ont été tués par des hommes, selon le cahier de sensibilisation aux revendications québécoises de la Marche mondiale des femmes).

Prévention, sensibilisation du public, poursuites judiciaires, « traitement des agresseurs », recherches et statistiques sur la violence faites aux femmes, prise en charge et protection des victimes, lutte contre la pornographie, le proxénétisme et les agressions sexuelles dont les viols contre les enfants, éducation non sexiste, formation des juges et des policiers sont parmi les actions à développer.

Plus largement, cela nous amène à se demander quel type d'éducation nous voulons procurer à nos enfants, tant à l'école que dans la famille. Quelles valeurs transmettre? Quels modèles sociaux et culturels des hommes et des femmes? La réforme actuelle de l'éducation, qui fait suite aux constats et recommandations issus des États généraux de l'éducation de 1995-1996 fait naître de nouvelles orientations pour l'école québécoise.



On parle notamment de miser sur la socialisation en introduisant un cours sur la citoyenneté à l'école. Justement, de quel genre de citoyens avons-nous besoin pour bâtir une société solidaire et juste pour les femmes? Ces questions nous concernent dans nos organisations, en tant que parents ou avec les parents avec qui nous travaillons.

« L'éducation féministe implique la promotion des idéaux, des référents, des savoirs, de l'histoire et des actions des femmes ainsi que leur apport collectif aux sociétés. Cet apport unique des femmes vient de leur expérience de lutte et de résistance au sein des rapports sociaux inégaux et discriminatoires qui a contribué à développer collectivement d'autres visons du monde. Elle traduit un profond désir de vivre dans une société plus juste, plus égalitaire et plus pacifique à partir duquel s'élabore un projet éducatif et démocratique »

p. 51 « Femmes, éducation et transformation sociales »

2.3 Revoir la répartition de la richesse

D'autres actions sont possibles pour améliorer le sort des femmes les plus démunies de notre société. Une des stratégies d'action les plus en vue actuellement au Québec, est sans aucun doute le projet de loi pour l'élimination de la pauvreté. Peu à peu, tous les organismes se positionnent pour ou contre, c'est un point de référence.



Le point de départ de ce projet a été le Sommet de Copenhague sur le développement social. Le rapport qui a suivi ce Sommet faisait allusion à la nécessité d'une loi-cadre pour éliminer la pauvreté. Cette même année 1996, était proclamée « Année internationale pour l'élimination de la pauvreté ». Au Québec, avait d'abord lieu en 1995 la marche du Pain et des roses contre la pauvreté des femmes, et en 1996, un Sommet socio-économique sur l'emploi. Plusieurs organismes communautaires ont demandé au gouvernement de prendre un engagement « pauvreté zéro » pour qu'aucune loi, aucune coupure ne viennent pénaliser davantage les plus pauvres de notre société.

Depuis ce temps, un groupe communautaire de Québec, le CAPMO, a repris le flambeau. Il s'est associé à un nombre grandissant d'organismes, pour enclencher une démarche et faire voter une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté.

Un collectif est formé depuis un an et voilà, c'est parti! Maintenant c'est plus de 150 000 personnes et plus de 500 organismes qui ont appuyé cette démarche. Il s'agit bel et bien d'une démarche, d'un vaste exercice de démocratie populaire. Un avant projet de loi a circulé pendant quelques mois et des milliers de commentaires ont été recueillis.

*Est-ce que
j'ai signé la
pétition
d'appui pour
l'élimination
de la
pauvreté?*

On a alors réajusté le tir et produit un projet de loi qui est scruté à la loupe à travers le Québec au moyen de parlements populaires. La dernière version du projet de loi sera déposée l'automne prochain à l'Assemblée nationale. L'exercice est particulièrement difficile puisqu'il s'agit, non pas seulement de faire une critique de la situation actuelle, mais de proposer des solutions réalistes pour éliminer la pauvreté.

Une autre idée pour réduire la pauvreté est avancée dans les revendications québécoises adoptées pour la Marche mondiale. Il s'agit d'établir un barème plancher à l'aide sociale en-dessous duquel aucune ponction ou coupure ne pourrait plus être faite.

Ce barème plancher devrait couvrir tous les besoins essentiels (logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement).

D'autres personnes croient que, de plus en plus, nous devrions songer à mettre en place ce que l'on nomme « l'allocation universelle » ou le « revenu minimum garanti ». Il s'agit d'un revenu versé à tous les adultes, indépendamment des revenus de travail.

« L'allocation universelle se présente comme « une véritable révolution » pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'assurance d'un revenu stable permettrait aux personnes pauvres et faibles économiquement d'avoir des assises économiques suffisantes. »

p. 111 « Femmes et pauvreté »

Les revendications québécoises de la Marche soulèvent également le débat sur le salaire minimum qui, au Québec, n'a pas été augmenté de façon substantielle depuis longtemps.

On propose une augmentation du salaire minimum pour permettre à une personne travaillant 40 heures de vivre au-dessus du seuil de pauvreté (ce qui signifie un salaire de 8.50\$/heure au lieu de 6.90\$). Souvent, nos gouvernements vont répliquer que nous ne pouvons pas hausser le salaire minimum sans risquer de perdre notre compétitivité. Pourtant, comme le rappellent les documents de la Marche, les États-Unis ont haussé le salaire minimum de 90 cents en 1996 (4.25\$ à 5.15\$ US, soit de 6.37 à 7.71\$ en dollars canadiens) et l'économie des États-Unis ne s'en porte pas plus mal! Le Congrès américain est même à débattre actuellement de hausser de nouveau le salaire minimum de 5.15\$ à 6.15\$ US (soit de 7,71\$ à 9.21\$ canadien).

Vouloir éliminer la pauvreté, c'est aussi nécessairement revoir notre régime fiscal. En bout de ligne, l'assiette des revenus reste la même. La vraie question demeure de savoir comment on la partage.

Si nous voulons mettre en place des mesures pour enrayer la pauvreté, cela signifie des ressources additionnelles qu'il faut bien prendre en quelque part. Une grande partie de la classe moyenne est passablement mise à contribution. Tout au plus, peut-on se contenter d'indexer les tables d'impôts. Cependant, pour les personnes ayant un revenu supérieur à 100 000\$ par année, l'une des revendications de la Marche serait d'ajouter de nouvelles tranches d'imposition plus élevées.

Êtes-vous pour la baisse des impôts ou pour une meilleure redistribution de la richesse?

Actuellement, si vous gagnez 50 000\$ ou 150 000\$, vous aurez le même taux d'imposition. Cela devient doublement injuste car il est bien connu que plus vous avez d'argent, plus il est facile de ne pas payer d'impôt en utilisant des abris fiscaux. D'ailleurs, une étude approfondie de l'ensemble des abris fiscaux aiderait sans doute à ne conserver que ce qui est vraiment utile à la société.

L'impôt des compagnies pourrait également être revu. Mais surtout, il faudrait procéder à l'élimination de la quarantaine de paradis fiscaux (Gibraltar, les Îles



Caïmans, etc.) qui servent aux grandes compagnies pour ne pas payer d'impôts.

Une autre réflexion avancée autour des revendications de la Marche mondiale pour le Québec, est qu'au lieu de faire porter les contrôles gouvernementaux sur de petits-tes travailleurs et travailleuses comme ceux et celles qui sont à pourboire, il faudrait les diriger un peu plus vers les hauts salariés. Par exemple, les professionnels et les grosses compagnies qui, souvent, ne déclarent pas l'ensemble de leur revenu nécessiteraient plus de contrôle gouvernemental.

2.4 D'autres solutions à envisager

D'autres solutions peuvent apporter des réponses à l'amélioration du sort des femmes.

Parmi celles-ci, nous pensons particulièrement au développement et à la reconnaissance de l'économie sociale puis au développement local et régional. Enfin, nous précisons certaines revendications au plan international.



L'économie sociale

Est-ce que l'économie sociale peut être un moyen pour lutter contre la pauvreté et plus particulièrement celle des femmes? Nous pensons que oui, mais encore faut-il savoir de quelle économie sociale nous parlons.

« Si elle est hégémonisée par le néolibéralisme, elle risque d'être associée à l'augmentation de la précarité des emplois féminins, à l'introduction de services sociosanitaires de deuxième classe pour les femmes et à un transfert de responsabilités en direction du secteur informel et de l'entourage familial pour lequel les femmes jouent le plus souvent le rôle de piliers. Par contre, si l'économie sociale est pensée à partir d'une vision plus progressiste tenant compte, entre autres, des rapports hommes-femmes, des « espoirs » deviennent possibles. »

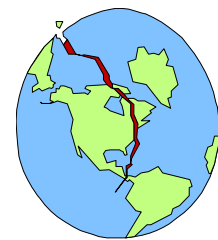
p. 107 « Femmes et pauvreté »

Ce qui se dégage de plusieurs débats, c'est que l'économie sociale peut devenir une alternative pour les femmes, mais à certaines conditions. Il faut : qu'elle propose de vrais emplois à temps plein et stables; favorise l'égalité pour les femmes en emploi et la mixité par présence accrue d'hommes dans des métiers traditionnels féminins; permette la mobilité verticale et horizontale et la participation à la gestion des organisations.

Connaissez-vous personnellement des entreprises d'économie sociale?

Participer au développement local et régional

Paradoxalement, à une époque de mondialisation, les mouvements de développement local et régional peuvent devenir une nouvelle forme de résistance. C'est une manière directe de redonner du pouvoir et du contrôle aux populations.



« Toutes les approches fondées sur la localisation et la régionalisation ont pour objectif de garantir l'existence et de se réappropriier les ressources et les espaces à partir de la base. Certaines quittent le terrain de la réalité des marchés, d'autres créent des îlots extra-territoriaux au-delà du marché et de l'État; d'autres encore font reculer le néolibéralisme mondial en tentant de lui opposer des contrepoids régionaux; dans tous les cas, il s'agit de retrouver une autonomie au niveau local.

Il s'agit ici de constituer un pouvoir par le bas afin de provoquer un renouveau de la politique à partir du niveau local et de l'oïkos, l'économie des foyers. »

p. 243, « La femme mondialisée »

Cependant, la participation des femmes aux structures de développement local n'est pas toujours chose facile. Demandez aux femmes qui siègent sur ces différents comités!

« Pour les femmes réelles inscrites dans le développement, il ne reste qu'à assumer cette position inconfortable : nous tenir sur la marge et préserver les espaces d'autonomie qui permettent d'échapper aux divers dispositifs de pouvoir qui nous constituent. »

p. 36 « Du local au planétaire »

Le développement local, tout comme la mondialisation, n'est ni bon ni mauvais en soi. Cela dépend comment il est porté et par qui. Il peut servir au développement et à la consolidation d'une petite élite sans que l'on réalise de progrès démocratique. Il peut ne pas se soucier du tout de la situation des femmes. Dans certains centres locaux de développement (CLD), une nouvelle structure responsable du développement économique local, on se contente d'affirmer que les services sont offerts également aux hommes et aux femmes et qu'il n'y a donc pas de problème!



Mais le développement local peut prendre aussi une autre forme, plus attentive aux besoins des femmes et de la population en général. Mais pour que cela arrive, il faut garantir que les femmes pourront être présentes à l'intérieur de ces structures.

« L'intégration de mesures d'équité aux énoncés de politiques en matière de développement régional est nécessaire afin de mettre en valeur la contribution spécifique des femmes dans ce domaine. »

p. 124 « Du local au planétaire »

Des solutions au plan international

Au niveau international, la Marche mondiale des femmes reprend la proposition de créer une taxe sur toutes les transactions spéculatives (on l'a appelée la taxe Tobin), qui représente 1% de toutes les transactions effectuées pour en créer un fonds spécial dédié au développement social avec accès prioritaires aux femmes.



La Marche propose également l'annulation de la dette des 53 pays les plus pauvres de la planète et l'application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide internationale. Ainsi, 20% de l'argent versé par les pays donateurs devrait être dédié au développement social et 20% des dépenses de l'État qui reçoit des dons devrait être consacré aux programmes sociaux.

Pour mettre en vigueur des mesures concrètes au niveau mondial, il faut également revoir le rôle de l'ONU. Seule une organisation mondiale, non monolithique, ayant autorité sur l'économie, avec une représentativité égalitaire et démocratique entre tous les pays de la terre (parité entre pays pauvres et pays riches) et ainsi qu'une représentativité paritaire entre les hommes et les femmes peut arriver à faire progresser ce monde.

Nous devons rappeler sans cesse que les droits des femmes font partie des «Droits de l'Homme». La lutte pour l'application des droits humains ne peut se faire sans prendre conscience que cela s'applique à tous et toutes.

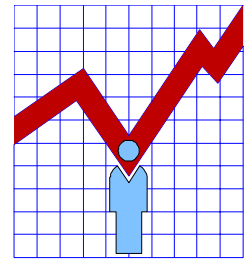
CONCLUSION

Dans le livre que nous avons lu, Castells se livre à une réflexion intéressante sur le pouvoir. À qui appartient-il? Comment avoir du pouvoir dans ce monde? Il conclut : « À l'ère de l'information, les batailles pour le pouvoir sont des batailles culturelles.

*Comment
menons-nous
nos batailles?*

Elles se livrent d'abord dans les médias, et avec eux, mais les médias ne détiennent pas le pouvoir. Le pouvoir, comme capacité d'imposer un comportement, réside dans les réseaux d'information, d'échange et de manipulation des symboles qui relient entre eux les acteurs sociaux, les institutions et les mouvements culturels, à travers des icônes, des porte-paroles et des amplificateurs intellectuels ». ¹⁶

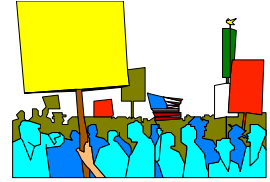
En d'autres mots, nous pourrions affirmer que la société en réseaux, telle que contrôlée par les grandes compagnies, est une structure à la fois forte, qui nous donne souvent l'impression d'être bien petits et impuissants. Mais cette société est également fragile puisque toute cette organisation repose sur le fait que la majorité de la population s'est laissée convaincre que nous n'avons pas d'autres choix.



Les médias, les dirigeants, personne ne nous a jamais vraiment expliqué que l'on pourrait faire « autrement » cette fameuse mondialisation. Mais la vie, la résistance reprennent le dessus. L'exemple de la mobilisation autour de la Marche mondiale et de la loi pour l'élimination de la pauvreté le prouve. De plus en plus, des questions sont posées à nos dirigeants et dirigeantes.

16. Castells-Fayard, Manuel. L'ère de l'information, tome III 1999, Fin de millénaire p. 411.

Souvenons-nous de la rencontre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à Seattle où des milliers de manifestants et manifestantes ont fait dérailler le processus pour obliger les participants de la rencontre à considérer les effets humains, sociaux et écologiques de la mondialisation. Cette histoire de résistance, de questionnement et d'action est à suivre... à lire et à construire. Nous avons la chance de participer à ce mouvement!



La pire chose serait de baisser les bras ou, encore pire, de tomber dans l'indifférence. Soyons attentifs et attentives à tous ces petits signes de vie, ne nous laissons pas étourdir par la valse des milliards de la mondialisation. Notre force, c'est notre enracinement, nos valeurs. C'est notre volonté de construire une société où il fera bon vivre pour les hommes et les femmes de cette planète. Une utopie direz-vous? Et pourquoi pas, si cela fait progresser notre monde!

En terminant, nous vous invitons à approfondir les sujets discutés dans ce document en lisant les livres de référence et en vous impliquant, à votre mesure, dans ce vaste mouvement de mondialisation de nos solidarités.



Pour passer à l'action

Le 17 octobre 2000

Le 17 octobre 2000, la «Marche mondiale des femmes» invite tous les groupes, peu importe où ils sont situés sur la planète, à organiser une action (locale, régionale ou nationale) d'une durée d'une heure. De plus, les pays participants seront invités à suggérer un geste visible à poser individuellement en cette journée qui marquera la fin de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

Site Web : www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/index.html

Marche Mondiale des femmes
110, rue sainte-Thérèse, bureau 309
Montréal (Québec) H2Y 1E6

Téléphone : (514) 876-0166
Télécopieur : (514) 876-0152

Le projet de loi sur l'élimination de la pauvreté

X Pour participer aux activités du collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté :

Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté
C.P. 1352 Terminus,
Québec (Québec) G1K 7E5

Téléphone : (418) 525-0040
Télécopieur : (418) 525-0740
Courrier électronique : pauvreté@clic.net

MARCHE DES FEMMES CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA VIOLENCE

« Nous voulons entrer dans le prochain millénaire avec la certitude que nous pouvons changer le monde, le pacifier et l'humaniser. Nous marcherons donc de façon pacifique pour remettre l'être humain au cœur de nos préoccupations, pour mondialiser nos solidarités.

Nous marcherons pour que le prochain millénaire inscrive à jamais l'exercice des droits fondamentaux des femmes comme indissociable des droits humains universels, pour que l'ensemble des droits de la personne soient interdépendants, pour que l'égalité, la justice, la paix et la solidarité soient les valeurs dominantes.

Nous marcherons pour manifester que la participation active des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle est le point de départ d'une libération pour elles-mêmes et pour les leurs. Celles-ci peuvent trop souvent être exclues des prises de décisions qui les concernent.

Nous marcherons pour mettre fin aux processus d'homogénéisation des cultures et à la marchandisation des femmes via les médias pour répondre aux besoins du marché.

Nous marcherons pour réaffirmer notre engagement pour la paix et la protection du fonctionnement démocratique des États nations.

Nous marcherons pour mettre en commun de nouvelles options de coopération et de partage orientées vers d'indispensables changements.

Nous marcherons pour mettre fin à toutes formes de discrimination et de violence contre les femmes.

Nous marcherons pour enfanter un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité et pour faire en sorte que chacune et chacun aient à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre. »

« Marche mondiale des femmes »

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) réunit une documentation de base pour l'information, l'intervention et la recherche dans les domaines suivants : l'alphabétisation, les communications, la condition féminine, l'éducation des adultes et l'éducation populaire, la formation professionnelle, l'éducation interculturelle, l'action communautaire, la démocratie, l'économie sociale, les nouvelles technologies de l'information et de communication. Le CDEACF est le dépositaire unique des productions issues des Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA).

Le Centre produit un bulletin bimensuel de ses nouvelles acquisitions, un catalogue des documents en alphabétisation en français et d'autres répertoires. Il offre des services de prêt-entre-bibliothèques, de recherches bibliographiques par Internet, de consultations et de référence.

CDEACF

110, rue Ste-Thérèse, bureau 101
Montréal, (Québec)
H2Y 1E6

Téléphone : (514) 876-1180
Télécopieur : (514) 876-1325
Courrier électronique : info@cdeacf.ca

Site Web : <http://www.cdeacf.ca>